L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 12 JUIN 1833.

POUR GOUVERNEUR:
J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 12 juin.

Hier, la malle du nord ne nous a rien apporté de nouveau; et les feuilles de l'ouest sont toujours d'une aridité désolante.

Enterrements aux deux cimetières des Catholiques.

1er juin	16 adultes	2 enfans	18 par jour
2	17	3	20
3	15	6	21
4	23	8	37
5	29	6	35
6	33	8	46
7	33	4	37
8	41	11	52
9	46	13	53
10			49

Cimetière des Protestants—10 juin, 22

Nous apprenons avec peine que le fléau destructeur ne sévit pas seulement dans notre ville. Le choléra vient d'éclater, dit-on, le long de la côte. Une personne venant de La Fourche intérieure nous assure que le nombre des victimes y augmente chaque jour. L'épidémie s'était d'abord fait sentir seulement parmi les nègres, mais plusieurs familles blanches en ont été atteintes depuis.

Les derniers journaux du nord annoncent que l'hon. EDWARD LIVINGSTON, nouvellement nommé ambassadeur près la Cour de France, était à la veille de s'embarquer sur un navire de guerre.

Il paraît que le désir du roi d'Espagne pour la convocation des cortès *pro tempore* est loin d'avoir satisfait l'opinion libérale, ainsi que nous l'ont dit les journaux ministériels français. Il n'y a, dit le *National* de Paris, que les gens peu difficiles sur les conditions du gouvernement représentatif qui se soient réciés d'admiration sur ce gothique décret. "Il y aurait, ajoute encore ce journal, une singulière illusion, à voir une convocation des cortès dans la réunion féodale qu'a imaginée S. M. très-catholique pour donner une sanction plus inviolable au couronnement de sa fille. Il y a peut être dans le décret en question un hommage rendu aux droits de la nation, aux principes aujourd'hui si actifs de la souveraineté du peuple; mais cet hommage est plus qu'involontaire, on doit le croire: il n'y a pas comme cette démarche de Ferdinand plus de souci de la liberté de ses peuples, plus d'estime pour leurs droits que n'en conservait Louis XIV alors qu'il faisait déposer en tremblant au parlement un testament célèbre dont aucune disposition ne devait être maintenue."

Les organes du gouvernement français révèlent quelquefois avec une douloureuse franchise la pensée intime de ce gouvernement, qui est de ramener le pays tout-à-fait dans la même situation où il était sous la restauration, et de faire que la révolution de juillet n'ait changé qu'un nom. Tout ce qui tend à ce but est applaudi hautement ou secrètement par les hommes du pouvoir nouveau; voyez plutôt ces leçons du *Journal-des-Débats*, par lesquelles il termine un long article où il examine l'état présent des affaires de la Belgique et de la Hollande:

"Le mérite de la Hollande, et ce qui rend sa résistance digne des respects de l'Europe, c'est qu'*elle est hardiment arrivée au torrent ultra-révolutionnaire*; elle a été la pierre d'achoppement de ce mouvement désordonné qui n'allait pas moins que renverser tous les sièges hors de leurs rouages directeurs. Une telle arrêté dans son premier essor, a été l'effet de se contenir et de s'ordonner. *La Hollande a sauvé par-là la partie l'Europe de l'invasion de l'anarchie*; ce sera là son titre dans l'histoire."

Après un tel aveu, qu'on en fait avec autant de franchise, qu'il me serait accepter impudemment, d'avoir aimé, protégé et divinisé les hommes qui tuent chez nous la pensée intime de ce gouvernement philippiste! qu'on reproche encore à ces mêmes d'aimer le désordre et les révolutions quand ils n'en font que ceux qui ont profité de ce grand mouvement de juillet, étaient complètement étrangers à la pensée qui l'a fait surgir, et que bien loin de vouloir les résultats de ce grand événement, ils le compromettent chaque jour, que chaque jour ils cherchent à l'étouffer et à anéantir jusqu'au souvenir! Une science de ces escamotages de trône ne manquait plus de force; sobre et sage, la révolution de juillet était un *torrent ultra-révolutionnaire* qui, *dans son mouvement désordonné, troublait l'ordre public, dans ses sociétés hors de leurs rouages directeurs!* C'est parler sans détour d'une manière assez claire, c'est dire assez positivement leur pensée sur les motifs qui ont provoqué l'indignation du peuple contre un jury trop lourd, contre un verdict de clémence trop avilissant. Et leur témérité monte-t-elle jusqu'à ajouter à ces paroles déjà trop audacieuses: que le plus beau titre de la Hollande dans l'histoire sera d'avoir préservé l'Europe de l'envahissement de ce torrent, c'est-à-dire, en d'autres termes, d'avoir empêché l'Europe de renverser ce qu'il y reste de vieux trônes despotiques et d'odieux préjugés aristocratiques; en un mot, n'ont-ils insulter la France de juillet à ce point, de se féliciter hautement de ce que la résistance de la Hollande ait *retardé pour l'Europe la conquête d'institutions libres, ou même l'en ait privé pour toujours.*

Voici les réflexions pleines de justesse que fait le *National* sur cet article du *Journal-des-Débats*:

"On voit que le cabinet français n'a pas d'autre opinion sur la conduite de la Hollande, que celle que l'on professe depuis si longtemps à Vienne, à Saint-Pétersbourg, à Berlin et même à La Haye. *La Hollande a été la pierre d'achoppement* de la révolution de juillet. Quel triomphe pour lui! que c'est bien trouvé! quelle joie de pouvoir enfin épancher sans contrainte ses véritables sentimens! Mais si ce, je vous prie, qu'est-ce donc que l'expédition d'Anvers? pour qui et pourquoi y êtes-vous allé? Un peu plus de courage dans les conseils de la Néerlande, et vous étiez obligé vous-même d'aller briser cette pierre d'achoppement, qui vous a servi de point d'appui pour arrêter la nouvelle impulsion de juillet.

"Nous ne voulons pas faire remarquer ce qu'il y a d'inconséquence dans cet aveu de la feuille ministérielle; nous n'avons pas besoin de démontrer combien il est absurde d'aller fournir au cabinet de La Haye de tels arguments, de lui donner de telles armes, au moment où l'on exige de lui de nouvelles concessions. Le *Journal des Débats* sait bien que le roi Guillaume ne se refuse pas à la séparation des deux pays; mais il veut cette séparation, moins la liberté de l'Escaut, moins les autres conditions, sans lesquelles la Belgique ne peut vivre; et il faudra bien céder au roi Guillaume; car ce n'est pas trop, en vérité, que d'accorder de telles bagatelles à un bon et excellent allié, *qui a sauvé l'Europe de l'anarchie*: Entendez-vous ce mot, hommes aveugles! hommes insensés que la peur a rendus si aisément et si obstinément dupes de la plus exécrable tartufferie politique qui fut jamais! La France de juillet voulait se rasseoir sur ses bases véritables, recevoir la Belgique qui se donnait à elle, effacer le honteux traité de 1815. C'était de l'anarchie! Il s'agissait de défendre la Pologne dont vous appreniez avec tant d'enthousiasme les trompeuses victoires! C'était de l'anarchie! L'Italie, l'Allemagne redemandent cette indépendance, qui leur est due comme à nous; mais l'anarchie! Et que croyez-vous donc qu'il puisse y avoir de plus honteux et de pire que l'anarchie du juste-milieu?"

EXTERIEUR.

FRANCE.

Suite du procès de LA TRIBUNE.

Ah! Messieurs, je voudrais interroger en dehors de la solennité de cette séance quelques-uns des hommes que je vois parmi nos juges qui, par lassitude, par dégoût ou par prudence, se sont jetés momentanément dans les voies tranquilles de cette oisiveté politique qu'on appelle vulgairement le *tiers-parti*.

Combien parmi eux qui ont aprement dénoncé ces débauches parlementaires! combien qui ont crié à la démoralisation et au scandale; l'un, après une séance orageuse, stigmatisant le système ministériel, s'écriait: "Ils voudraient faire de la chambre un bazar des consciences, où chaque espèce aurait son tarif!" Un autre, moins industriel et plus biblique: "Est-ce donc une Sodome que le gouvernement représentatif tel qu'ils l'ont fait."

Messieurs, si vous faites la somme de toutes les perversités du système que je viens d'esquisser à peine, vous ne trouverez au total que deux mots: corruption et violence.

Si vous faites la somme des actes de la chambre, qui s'est avouchés au système, il n'y en qu'un: prostitution.

C'est là de la restauration, me dira-t-on; oui, Messieurs, de la restauration, plus les dégoûtantes.

Et vous allez voir comment leurs espérances vont grandir, s'étendre et se fortifier.

Ils avaient encouragé les congrégations: le jésuitisme envahit la France; ils avaient asservi la presse; la loi d'amour menace de la détruire; ils avaient tarifé les élections: elles deviennent frauduleuses et funéraires; ils avaient violé la Charte par le double vote: on la viole par la septennalité; ils avaient augmenté la dette publique; elle s'accroit encore d'un milliard; ils avaient favorisé l'émigration: elle déborde comme un torrent, elle engloutit comme un gouffre; ils avaient ourdi des conspirations, la police: la police a ses coups de collier, elle provoque, frappe et tue; ils avaient fait juger et fusiller Ney, Labédoyère et Mouton-Duvernet; ils avaient fait égorger à Grenoble 120 personnes, pour réduire 300 paysans. L'exemple ne pouvait pas être dépassé; il a du moins été suivi: Barton, Bories, Raoul, Caron, pétissent sur l'échafaud; le progrès était impossible, mais des deux côtés vous avez le télégraphe et le bourreau!

Et la corruption! déjà si audacieuse, s'arrête-t-elle? Au contraire voyez comme elle a creusé son lit!

La chambre vote et dévore la plus grande partie du budget; elle attaque profondément les finances de l'état par la création de l'amortissement combattu alors avec vigueur par Casimir Périer, qui l'a depuis maintenu contre d'autres attaques.

Une cupidité attire l'autre: après les émigrés, les victimes de Saint-Domingue et le déplorable emprunt d'Haïti; après les colons, de grands propriétaires qui doublent le prix de leur fermage par le vote de la loi des céréales; puis le monopole du sel accordé à une compagnie qui en exploite dix départemens: puis les prohibitions qui frappent les fers, les cotons, les laines; le système de douanes, qui ne laisse pas une denrée utile à la masse des consommateurs sans la surcharger de droits fiscaux.....

La contagion gagne aussi de l'émigration aux grands banques, des banquiers aux grands propriétaires; de la grande propriété à la grande industrie: tout ce qui est représenté, ou plutôt tout ce qui se représente ici, s'assied au banquet, prend sa part au festin que le peuple fait et qu'il paie.

La corruption ne se déguise plus; elle s'étale, pour ainsi dire. C'est publiquement que l'on trafique des secrets de bourse, publiquement que l'argent placé chez M. Fiot rapporte 50,100,200; la chambre de 1824 ne laisse pas une seule partie du corps social qu'elle n'y applique ses exécuteurs.

La prostitution marche le front haut: toute la France la marque du doigt, et, tandis que l'opinion tout entière s'en indigne, ne voilà-t-il pas qu'un membre de ces Cent, un demi-homme de lettres un, fonctionnaire prélevant à la loi d'amour, s'avise de réclamer de la chambre des trois cents la citation à la barre du gérant d'un journal qui s'était permis de douter que quelque peu de la virginité de la chambre fût vélée et de son entier désintéressement.

Eh bien! cette chambre s'adjuge par arrêt un brevet de pureté de conscience et d'honneur. Mais ses procès-verbaux restent! mais ses actes sont publics! mais le peuple, débarrassé de ses langues parlementaires, n'a pas même besoin de les presser ou de les tordre pour en faire jaillir la prostitution!.....

Et plus tard, quand les trois cents sont tombés sous le mépris public, la corruption disparaît-elle?

Loin de là, Messieurs, c'est encore sous un ministère de transition que la preuve officielle de la corruption parlementaire est acquise.

Vous savez tous que c'est en recevant le bureau même de la chambre chargé de présenter à Charles X la loi sur la dotation de la pairie, que celui-ci demanda à M. Pasquier de Beaucaire ce qu'il fallait communément à un député pour vivre à Paris, et que sa réponse que 5,000 francs par mois suffisaient avec de l'économie, l'eut fait lui répondre: "C'est pas assez: je donne 1,000 francs par mois à mes députés, et ils se plaignent."

Le ministre de l'intérieur trouva le mot maladroit; d'autres le jugèrent mal. Il était profond: car c'était tout un système. La tendance de la monarchie, c'est la concentration en elle de tous les pouvoirs; que le parlement soit élevé, la lutte commence; au bout de la lutte, la force; mais la corruption appliquant toute elle affaiblit le contrôle, elle rend la représentation nationale, les députés ne doivent plus les gardiens, mais les dispensateurs des deniers publics; il ne sont plus les surveillans du gouvernement, mais ses complices.

C'est là tout le régime représentatif tel que nous l'avons subi pendant quinze ans.

Violation des lois, abus de pouvoir, taxes de la pairie, démembrement du budget, attaques à toutes les libertés, ruses, mensonges, déceptions, tout a été employé, on tolère, on défend même à cette tribune et dans cette enceinte parlementaire dont les murs et le sang du peuple sillonnent la cour, s'il y a eu quelque intervalle pour la violence, il n'y a pas eu moins d'attentat pour la corruption.

Ah! Messieurs, si l'avenir du pays n'avait pas été réglé ailleurs que dans cette enceinte, si par hasard que la législation sortait de cette atmosphère factice populaire ne s'était pas développé un grand souci, et dans des couches plus profondes, quel spectacle aurait présenté au monde cette nouvelle société! toute population de France consentirait de son plein gré, de ses économies, de sa puissance, de sa force, à des mépris pareils, tissés eux-mêmes aux propos du moment, et ces salons et la comédie des discussions inutiles quand elles ne sont pas ridicules n'auraient pas vécu!

Ainsi donc, Messieurs, nous pouvons le dire avec l'histoire:

La chambre qui connaît aux tribunaux d'exception et aux cours prévôtales—prostituée.

La chambre qui tarife les consciences de la police—prostituée.

La chambre qui taxe les consciences de la pairie—prostituée.

La chambre qui prodigue les trésors de l'état aux intérêts dont elle possède un premier—prostituée.

La chambre qui abrite sous l'inviolabilité des opinions—prostituée!

La chambre, qui aurait incessamment et les traités des contumaces, qui les aura comme pièces de pompe à l'administration qui s'en joue la plus épouvantable; la chambre, qui entasse emploi sur emploi, un pour les fonds secrets, qui mettra tous les autres à genoux pour les articles aux basses passions du Parquet, qui encouragera l'agiotage par l'amusement, qui le fortifiera avec vers la contre injure de la France, qui jettera l'honneur national, très-prochainement, publiquement à la voirie des hontes—prostituée! prostituée!

J'ai dit l'histoire du parlement sous la restauration, et je touche à la révolution de juillet.

Messieurs, si depuis ce moment les traditions nerveuses ont été écartées, si on a posé la ligne au front de la combat à peine, si nous sommes enfin sur un sol vierge, et où rien ne pousse de ce que la raison du peuple voulait extirper, *la Tribune* est bien coupable.

C'est ce que nous reste à examiner.

Messieurs, de la restauration à la révolution de juillet, nous aurions voulu, nous, qu'il y eût un monde, vous n'avez voulu y voir que trois jours, une résistance heureuse, une victoire et une couronne pour tout finir.

Si donc, entre ce qui était et ce qui est, il n'y a pas une solution de continuité ce n'est pas à nous qu'on le reprochera.

Qu'y a-t-il donc de changé, Messieurs? Quoi! les doctrines, les moyens, les résultats, le langage.

Les doctrines! mais n'est-ce pas à cette tribune qu'on est venu proclamer, qu'on a proclamé que la parenté des princes était le meilleur titre à l'élection, qu'il l'était à la royauté elle-même une grande considération, et que cette considération devait être achetée à prix d'or?

Et qu'entendons-nous donc, depuis bientôt trois ans, si non préconisation de l'intérêt personnel? N'est-on pas invoqué l'égoïsme national, quand il s'est agi de propositions amies, qui avaient senti la chaude haleine de notre peuple révolutionnaire, et l'égoïsme individuel chaque fois qu'on a mis aux prises les intérêts du monopole avec ceux de la liberté.

Messieurs, ce n'est presque jamais de parti pris qu'on se jette dans des voies mauvaises. La corruption, Messieurs, n'est pas un principe, c'est un corollaire de la faiblesse et de la passion. Presque toujours elle est dans la logique avare, et, descendue dans le cœur, ce n'est qu'insensiblement, quelquefois même à l'insu de ceux qui s'y abandonnent, qu'elle corrode peu à peu le milieu par lequel elle filtre. Elle a d'ailleurs mille faces et mille séductions!

Et, certes, elle n'est jamais pour celui qu'elle a gâté, aussi hideuse qu'elle le paraît à ceux qu'elle frappe.

Aussi, malheur à ceux qui en parlent sans que la rougeur leur monte au front! Malheur à l'écrivain qui la soupçonne dans une chambre, et qui ne la dénonce pas avec indignation!....

Mais quoi! Messieurs, nous sommes cités précisément pour avoir répondu à la provocation d'un député qui, dans un discours écrit, est venu publiquement vanter la cupidité comme moyen de gouvernement, d'un homme qui, rudoyant tout ce qu'il y a d'honnête dans la conscience publique, a le courage de vous vanter les bienfaits de *la clé d'or* et les charmes des fonds secrets: il l'a dit ici, à ce point le plus élevé de l'état; il l'a dit à vous, qui, par surprise sans doute, par sympathie peut-être de ces étranges maximes, l'avez laissé dire, sans le blâmer, sans l'interrompre, vous associant ainsi, par ce silence de hasard, à des doctrines qui vous répugnent et vous révoltent, puisque vous nous avez cités pour en avoir osé douter.

Vous le savez, Messieurs, on ne se conduit qu'en conséquence de ce qu'on croit. C'est l'observation de tous les temps, de tous les lieux. Votre susceptibilité donne à présumer sans doute qu'il y a ici une exception à cette règle. Je conçois dès-lors tout ce que vous avez mis d'importance à la constater *vous-même* et par jugement. Mais enfin, quand nous avions écrit nous avions nos souvenirs de tout ce qui a été dit à cette tribune à propos de la liste civile, des traitemens des receveurs-généraux, à propos des fonds secrets, et naguère encore au sujet de cette police introduite comme un élément nécessaire de gouvernement jusque dans le sein de l'armée; nous nous rappelions qu'à cette tribune un député avait été raillé comme puritain pour avoir flétri ce système; nous nous rappellions que Rabelaisne a été traité de folie, le dévoûment de chose niaise, et dès-lors, raisonnant d'après les lois les plus vulgaires de la logique, n'avons-nous pas pu croire que les doctrines de la restauration étant les mêmes, les usages suivis alors pour raient fort bien être conservés?

Messieurs, il y a mille natures de patrimoine, et l'amour exclusif de la conservation en toute chose embrasse le mal comme le bien.

Les doctrines donc, Messieurs, n'ont pas failli; et plût à Dieu qu'il n'y eût que des doctrines!

Mais les actes ont-ils donc manqué? Eh! Messieurs, ce n'est un secret pour personne que ces spéculations heureuses dont on a tant abusé l'année dernière pour les jeux de bourse! La presse a été unanime pour réclamer contre les abus dont la bourse elle-même, si tolérante d'ordinaire, avait été nourrissant vivement blessée. Des nouvelles fausses données de la veille et publiées seulement le lendemain une heure après que d'importantes opérations avaient pu être consommées, la chambre y était-elle étrangère? Sans doute, et pourtant on affichait dans l'intérieur des salons

---

70 ACTIONS de la Banque de l'Union, à vendre, s'adresser à

M. LESPARRE, rue Bourbon, No. 116.

Si les dites actions ne sont point vendues d'ici au 13 courant, elles le seront le dit jour, à l'encan, à la Bourse Hewlett. 11 juin—3

PECHIGE a l'honneur d'annoncer à ses pratiques et au public en général, qu'il vient de recevoir directement de France, par le navire Warsaw, du Hâvre, un assortiment de cuirs pour chaussure d'été, des premières manufactures de Paris, tels que Tiges de Bottes en peaux de veau, marroquin, chamois gris et noir; aussi, pour souliers et escarpin de même qualité. Il saisit cette occasion pour renouveller à ses pratiques, qu'il fera toujours ses efforts pour les satisfaire aux mieux de leur désir.

11 juin—8 P. CHIGE.

CHANGEMENT DE DOMICILE.—Le Dr. *Labat* demeure actuellement dans la maison neuve, rue Royale, entre Toulouse et St. Pierre. 11 juin—4

BANQUE COMMERCIALE DE LA N.-ORLEANS.

CETTE institution escomptera, jeudi 13 du courant. Les billets doivent être offerts la veille.

Par ordre du Bureau.

11 juin—3 ROBERT GEO. DIXON, Secrétaire.

TUILES.—15000 Tuiles, en débarquement du navire Salem, du Havre, vis-à-vis la place d'Armes, à vendre, s'adresser à bord, ou à V. ROUMAGE,

11 juin rue Royale, No. 116.

MESSRS. T. P. & R. DOLHEAR ont le pont de passer de l'autre côté du Lac, fermeront leur école et écriture et rendront quelques temps. 11 juin.

ENTRÉ à la geôle de la paroisse St-Jacques, un garçon nègre, nommé *William*, et apparteant à M. Georges Bache demeurant rue du Canal, N. 59, à la Nouvelle-Orléans, le propriétaire est prié de le retirer, en a compté mourir à la dit.

Paroisse St-Jacques, le 5 juin, 1833.

11 juin—3 MICHEL SANSON, dépositaire.

JARDIN LAFAYETTE.

Grand feu d'Artifice, &c., à l'encoignure des rues Tchoupitoulas et Orangers.

MESSIEURS PROUTOR & READ ont l'honneur d'informer respectueusement les dames et messieurs de la Nouvelle-Orléans, qu'ils viennent d'ouvrir le Jardin Lafayette, pour l'amusement et la récréation du public. Le jardin a été arrangé de la manière la plus convenable, et l'on aura dispensé à l'effet de procurer aux personnes des Crêmes à la Glace, de Soda Water, Mead, &c. tout autres rafraîchissement que l'on pourrait désirer. Afin de rendre les soirées plus agréables, il y aura toujours un grand feu d'artifice, ainsi qu'une excellente musique.

L'entrée ne sera permise qu'aux personnes blanches et habillées décentes.

Le prix d'entrée est de 25 cents. Les enfans moitié prix.

N. B. L'ouverture du jardin aura lieu demain, 9 juin.

11 juin—6

LANCIERS D'ORLEANS.

LA compagnie montera à cheval, dimanche prochain, 16 du courant, à 9 heures du matin, et se rendra sur la place Lafayette; équipement complet, sans lances et tunique d'été.

Par ordre du capitaine commandant.

X. LECOURT de BILLOT,

11 juin—3 sous-lieutenant.

COUR DES PREUVES.—Attendu que Jean Baptiste Vaudreuil a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Pierre Rivière, décédé ab. intestat; ainsi est donné à tous ceux qui peuvent y avoir droit à déduire, sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne sera pas fait droit à la dite pétition. Par ordre de la Cour.

11 juin—3 S. BLOSSMAN, dép. gref. des test